

« Il faut mettre sur pied une force régionale »

Le président mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz, s'inquiète de la dégradation de la sécurité au Mali

ENTRETIEN

NOUAKCHOTT - *envoyé spécial*

Ancien général de l'armée mauritanienne, Mohamed Ould Abdel Aziz est arrivé au pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat en 2008, déposant le premier président élu au suffrage universel. L'année suivante, il est élu pour un premier mandat de cinq ans. Réélu en 2014, il soutient qu'il respectera la Constitution, qui lui interdit de se représenter. Dans un entretien accordé au *Monde*, au siège de la présidence à Nouakchott, le président, 59 ans, dresse le bilan de la lutte antiterroriste dans son pays, théâtre de plusieurs attaques djihadistes et d'enlèvements d'Occidentaux jusqu'en 2011.

La dernière attaque terroriste en Mauritanie remonte à 2011. Cela signifie-t-il que la menace est définitivement écartée ?

Je ne peux pas le dire. Les questions de sécurité sont très fluctuantes. Mais ce que nous avons obtenu résulte des efforts intenses entrepris depuis 2008. A l'origine, nous avons souffert du délabrement de l'armée et de nos services de sécurité. Il a fallu les refonder pour les adapter à leur nouvelle mission de lutte contre le terrorisme. Nous avons aussi combattu l'extrémisme pour couper les liens entre les terroristes basés à l'extérieur de notre territoire et les gens, ici, qui auraient pu être tentés de les rejoindre. Il nous a fallu désensibiliser ces jeunes lancés dans l'extrémisme, arrivés là, souvent, par désaveu. D'où le volet économique de notre action. En résumé, nous avons agi sur les volets sécuritaire, intellectuel et économique. Depuis, nous n'avons pas eu de cas avérés d'insécurité.

On a aussi parlé d'un accord secret de non-agression passé par votre pays avec Al-Qaïda au Maghreb islamique en 2010 ?

C'est totalement impossible ! Nous avons eu à subir des attaques bien après cela, ce qui contredit cette accusation. On a parlé également du versement de 30 millions de dollars... Nous n'avons jamais versé quoi que ce

soit. La libération de terroristes ? Ils sont encore en prison.

Dans votre bilan en matière de contre-terrorisme, vous n'évoquez pas la coopération internationale...

C'est vrai, nous avons bénéficié de l'apport technique de la France, des Etats-Unis, et nous continuons d'échanger des renseignements qui ont été d'un grand apport pour atteindre nos résultats. Nous échangeons également avec les pays de la région.

D'où la création du G5 Sahel associant le Burkina Faso, le Niger, le Tchad, le Mali et la Mauritanie ?

En effet, nous avons beaucoup de points communs : des frontières communes dans une zone qui souffre du trafic de drogue, du terrorisme, des prises d'otages. Il était nécessaire de nous mettre ensemble pour essayer de juguler ces fléaux, stabiliser nos pays, afin de créer les conditions nécessaires à leur développement.

La multiplication des attaques au Mali vous inquiète-t-elle ?

La situation s'est en effet dégradée ces derniers temps parce que le phénomène n'a pas été éradi-

qué. Les accords d'Alger [signés en 2015 par le gouvernement malien et les groupes rebelles] n'ont pas abouti, il y a toujours des réticences de part et d'autre.

Pour traiter globalement la question sécuritaire au Mali, il faut une approche différente. Ce ne sont pas des casques bleus – dont l'action est limitée – qui peuvent affronter des terroristes et des trafiquants. Ce n'est pas leur rôle. Et leur présence n'a d'ailleurs rien donné et ne donnera rien. Il faut mettre sur pied une force régionale qui s'implanterait dans la région pour combattre de façon radicale et neutraliser les terroristes. Sinon, ils continueront à prospérer et il y aura

encore des tas d'accords avec la rébellion qui ne seront jamais mis en pratique.

Vous n'excluez donc pas que des soldats mauritaniens interviennent de nouveau au Mali ?

Nous ne l'excluons pas si c'est dans un cadre plus global et avec des objectifs clairement délimités dans le temps et l'espace.

Vous coopérez militairement avec la France, cela signifie-t-il que la Mauritanie est intégrée à l'opération « Barkhane » ?

Nous n'avons rien à voir avec « Barkhane ». Il n'y a pas de bases françaises ici. Nous avons des liens très étroits avec l'armée et les services de sécurité français. Mais ce n'est pas « Barkhane ».

Il y a eu des éléments des forces spéciales françaises déployées en Mauritanie...

Pour la formation de nos hommes. C'est différent d'une base. Nous n'en avons pas besoin et la France ne nous l'a pas proposé. A aucun moment les Français n'ont combattu en Mauritanie.

Sur le plan politique, en 2019, vous aurez effectué vos deux mandats. Serez-vous candidat à votre succession ?

Je m'en tiens à la Constitution [qui limite à deux le nombre de mandats consécutifs]. J'ai fait ce

que j'ai pu pendant toute cette période et puis c'est tout. J'estime qu'il y a encore beaucoup de choses à faire mais qu'il y a beaucoup de gens capables de le faire.

Des intellectuels et une partie de l'opposition vous reprochent de faire trop de concessions aux mouvements salafistes...

Il y a des lois que nous faisons respecter et pour le moment il n'y a pas eu de débordements. Le salafisme ne gêne en rien le fonctionnement de l'Etat. Nous pratiquons un islam modéré. Je ne vois pas d'effervescence salafiste ou islamiste en Mauritanie. ■

CHRISTOPHE CHÂTELOT

« Ce n'est pas le rôle des casques bleus d'affronter des terroristes et des trafiquants. Leur présence n'a rien donné »